



**COMMUNIQUE DE LA MAFA
MAISON DES AGRICULTEURS ET DES FRANÇAIS D'AFRIQUE DU NORD**

Le président de la République dans l'avion le ramenant d'Israël en France a évoqué le statut de la guerre d'Algérie dans le contexte mémoriel en estimant « *qu'il a à peu près le statut que la Shoah avait pour Chirac en 1995* ».

Ce propos peut être interprété comme une incitation à approfondir le travail des historiens de la guerre d'Algérie faisant apparaître la responsabilité des gouvernements français dans la gestion du conflit et dans celle du rapatriement. Il s'agirait donc de s'inspirer de la démarche qui a abouti, en fin de compte, à ce que le président CHIRAC reconnaisse la responsabilité de la France dans la déportation des juifs.

La déclaration présidentielle, qui ne doit pas être dénaturée, révèle néanmoins une nouvelle fois la maladresse du verbe de M. MACRON lorsque par exemple il qualifie les dépenses sociales de « *pognon de dingue* » ou lorsqu'il estime que le chômage est susceptible de se résorber « *en traversant la rue* ».

Cette maladresse est douloureuse et malvenue pour les rapatriés pour qui la colonisation ne saurait, même par inadvertance, être rapprochée d'un génocide.

La MAFA, sensible au souhait du chef de l'Etat d'avancer dans le travail mémoriel et prête à y participer, ne peut que déplorer un propos déplacé faute d'avoir été explicité.

Paris, le 31/01/2020

Un soutien financier pour notre combat sur le rétablissement de la vérité historique de l'Algérie française serait le bienvenu !